

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 16 NOVEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) **La gestion Sarko la pire de toute...**
- 2) **Les valises consignées**
- 3) **Ils veulent des armes à feu !**
- 4) **Explosion des familles misent à la rue**
- 5) **Macron en marche...**
- 6) **MEDEF veut...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Thierry Breton : "la gestion de la crise de 2007 à 2012 a été la plus mauvaise de toute l'Europe"



ERIC DESSONS/JDD/SIPA

Thierry Breton, ancien ministre de Jacques Chirac, était ce matin sur France Inter. Un intervention surprenante durant laquelle il a tour à tour défendu la politique de formation de François Hollande, critiqué Nicolas Sarkozy et lancé l'idée d'une mutualisation des dettes

On l'avait presque oublié celui-là, et pourtant. Thierry Breton, ancien ministre de l'Economie sous Jacques Chirac, devenu depuis PDG d'Atos, n'a pas fait dans l'attendu ce matin, au micro de France Inter. On aurait pu imaginer que cet ancien ministre de droite, au lendemain du plan d'urgence sur l'emploi annoncé par François Hollande, se serait lancé dans une diatribe sans fin contre les "mesurettes" de ce gouvernement, son incompétence, et qu'un gouvernement de droite ferait beaucoup mieux. Une prose convenue et habituelle dans ce théâtre tragi-comique qu'aiment à nous donner nos hommes politiques. Ce ne fût pas le cas.

Interrogé sur les raisons de cette crise sans fin sur le front de l'emploi et celui de l'économie qui touche la France, l'ancien ministre a eu cette réponse surprenante : "On a eu une gestion de la crise entre 2007 et 2012 qui a été la plus mauvaise de tous les pays européens", a-t-il lâché, devant une Léa Salamé prise de court. Et de poursuivre sur la même tonalité : "On a augmenté la dette de la France de 600 milliards d'euros, on a décroché totalement par rapport à l'Allemagne (...) ce décrochage est absolument tragique pour la construction européenne et pour l'avenir de nos concitoyens". Et vlan pour Sarko ! Même les socialistes, depuis leur arrivé au pouvoir, n'avaient osé faire un inventaire si cruel de la gestion sarkozyste de la crise. Il faudra donc rajouter Thierry Breton, à la longue liste de ces hommes de droite qui n'ont plus peur de critiquer le tenancier des LR.

Questionné sur le plan formation de François Hollande annoncé hier - 500.000 chômeurs formés de prévu - là encore, le PDG d'Atos, est allé là où on ne l'attendait pas : "On sait que lorsque l'on est au chômage et que l'on suit une formation, pour 57% des personnes qui sont dans cette situation, ils retrouvent un emploi dans les six mois", validant ainsi la proposition du président de la République. Une montée au créneau pour défendre la politique économique et sociale d'un François Hollande qui n'en demandait sûrement pas tant.

Mutualiser les dettes de défense des pats européens

"L'un des sujets essentiels pour l'Europe c'est la mutualisation de notre défense. L'Europe a baissé ses dépenses de défense de 10 %, pendant que la Chine les a augmentées de 167%, l'Inde de 35% et les Etats-Unis sont restés au même niveau. Nous décrochons alors que les défis sont là", a-t-il expliqué ce matin. D'où l'idée de créer un grand fond européen pour mutualiser les dettes et ainsi relancer cette Europe de la Défense qui pâtit des restrictions budgétaires et du manque de volonté politique malgré l'urgence. "Il ne s'agit pas d'effacer les dettes, une dette est faite pour être remboursée. La France a dépensé 730 milliards dans sa défense quand l'Allemagne a dépensé 500 milliards, l'Italie 400, l'Espagne 200. **L'idée que je propose c'est de reprendre cette dette dans un fond, ça fait 2.300 milliards, avec des obligations à 50 ans**", a-t-il notamment défendu. L'intervention au Mali ou la participation de la France dans la coalition contre Daesh sont autant d'opérations qui profitent à la défense de l'ensemble des pays européens. Et pourtant, la France se retrouve seule à assumer ces dépenses. Déjà, en 2013, le gouvernement avait défendu timidement **une participation financière de l'ensemble des pays européens** aux opérations militaires françaises. Plus récemment, après les attaques du 13 novembre, le président avait rappelé que "le pacte de sécurité l'emporte sur le pacte de stabilité".

La proposition de Thierry Breton va bien plus loin et pourrait ainsi lancer un embryon d'Europe de la défense. D'autant que ce fond serait bien utile sur le terrain comptable : **"On aura ainsi une dette de la France ramenée à 61 %, celle de l'Allemagne à 55 %"**, selon ses calculs. Avec une dette de la France qui s'approche des 100% de son PIB, ce dernier argument a de quoi séduire. Mais ces idées seront-elles entendues ? Rien n'est moins sûr...



II) “J’ai remis trois valises d’argent libyen à Guéant et Sarkozy”: Ziad Takieddine se confie à Mediapart



Mouammar Kadhafi et Nicolas Sarkozy en 2007 (PATRICK HERTZOG / POOL / AFP)

Le sulfureux homme d’affaires franco-libanais, mis en examen pour une possible corruption en marge de la présidentielle de 1995, a choisi de parler à Mediapart. Il explique comment, entre 2006 et 2007 il aurait transporté 5 millions d’euros en liquide, du régime libyen au bureau même de Claude Guéant, alors directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy à l’Intérieur.

“J’ai découvert des choses qui ne méritent plus d’êtres cachées”, explique Ziad Takieddine dans un entretien filmé par Mediapart (recueilli le 18 octobre puis filmé le 12 novembre) et diffusé le 15 novembre 2016. Dans cette vidéo de 16 minutes, l’homme d’affaire franco-libanais, explique qu’il souhaite “raconter exactement les faits de l’intérieur.”

A savoir, comment il aurait servi d’intermédiaire entre la France et la Libye, entre 2006 et 2007, en transportant 5 millions d’euros, divisés en 3 valises d’argent liquide, du régime libyen à la place Beauvau à Paris, lorsque Nicolas Sarkozy était ministre de l’Intérieur.

<https://youtu.be/WmvSyRGVTew>

Trois valises pour un montant total de 5 millions d’euros

Trois valises donc – deux de 1,5 million d’euros et une de 2 millions – qui auraient transité d’Abdallah Senoussi, l’un des chefs des services secrets libyens jusqu’au bureau de Claude Guéant, alors directeur de cabinet de M Sarkozy. La première valise ainsi transportée remonterait à novembre 2006.

“Un jour, M. Senoussi me demande si je peux être celui qui transporte ces sommes à Claude Guéant, de l’intérieur. À ce moment-là, je dis ‘si c’est bon, c’est bon’. Mais comment faire rentrer ça en France? Il me dit : ‘Le ministère de l’Intérieur sera informé et donc tu rentres, il n’y a pas de problème’, explique M. Takieddine.

Arrivée en France, il se rend directement place Beauvau, sur l’indication de Claude Guéant lui-même. Sur place, il entre directement et se rend

au bureau de M. Guéant.

‘Il sort de derrière son bureau. On parle un tout petit peu. Il voit où j’ai laissé la valise. Et voilà’. Takieddine laisse la valise dans le bureau : ‘À côté de l’armoire là, je la laisse. À lui de se débrouiller. Je n’ai pas à savoir où il va la mettre...’

“La prochaine fois vous venez chez moi direct !”

Une deuxième transaction suivant le mode opératoire aurait eu lieu, cette fois pour un montant qui avoisinerait les 2 millions d’euros. Mais il y aurait eu un léger changement au moment de l’arrivée de M. Takieddine à Beauvau :

“Je devais me diriger vers M. Guéant et là on me dit qu’il faut qu’on me dirige ailleurs. Et là je vois M. Guéant qui nous amène chez M. Sarkozy. Qui est dans un bureau. Donc je dépose la valise, le truc... Guéant le prend. Et je vois Sarkozy et il me dit : ‘La prochaine fois vous venez chez moi direct !’”

Lors de la troisième remise, qui aurait eu lieu en janvier 2007, Takieddine affirme s’être rendu, avec en sa possession une valise qui contiendrait 1,5 million d’euros, directement dans l’appartement privé du ministre Sarkozy, à Beauvau. Les deux hommes ne parlent pas de la valise, à aucun moment, mais évoquent le cas des infirmières bulgares retenues en Libye.

“L’appétit financier” de Sarko

Cet enregistrement, accablant pour Nicolas Sarkozy arrive au pire moment pour lui, à moins d’une semaine du premier tour de la primaire de la droite et du centre en vue de la présidentielle de 2017. Pour rappel, comme l’explique Mediapart, le 9 mai 2012, “Takieddine avait déjà déclaré aux juges ‘tout à fait crédibles’ les ‘informations révélées par la presse au sujet du financement de la campagne de M. Nicolas Sarkozy de 2007 à hauteur de 50 millions d’euros’. Un an plus tard, le 18 décembre 2013, il avait expliqué sur procès-verbal qu’à l’issue de la première visite de Nicolas Sarkozy, en 2005 à Tripoli, Abdallah Senoussi lui avait fait part de l’appétit financier de Nicolas Sarkozy dans la perspective de l’élection de 2007.” Le 20 septembre 2012, M. Senoussi, interrogé par la Cour pénale internationale avait déjà raconté cette histoire aux éléments qui corroborent l’histoire de M. Takieddine aujourd’hui.

Sollicité par **Mediapart**, Claude Guéant a affirmé n’avoir “jamais reçu d’espèces du gouvernement libyen, non plus de de quiconque d’autre du reste. Je n’en ai pas davantage vu passer. Le prétendre est un mensonger et diffamatoire.” L’entourage de M. Sarkozy n’a lui pas souhaité répondre.

Comme l’explique **Mediapart** : “Les listings des déplacements de Ziad Takieddine, désormais entre les mains de la justice, confirment ses nombreux allers et retours Paris-Tripoli entre novembre 2006 et janvier 2007 : les 16-17 et 27 novembre 2006, le 6 décembre 2006, les 15 et 26-28 janvier 2007. Sous réserve des vérifications que ne manqueront pas de faire les enquêteurs, ces voyages rendent matériellement possibles les transferts de fonds évoqués par Takieddine.

lesinrocks.com

III) Ces Français qui revendiquent leur droit à disposer d'une arme à feu

Par Esther Paolini



Une initiation au tir dans un stand de tir du val d’Oise 95 Crédits phot: E. PAOLINI

Avec la longue liste d’attaques ayant visé la France depuis Charlie Hebdo, des voix se font entendre pour permettre aux citoyens de s’armer. Parallèlement, le nombre d’adhérents dans les clubs de tirs continue de progresser.

Dans un stand de tir du Val d’Oise, Charlie, la vingtaine bien entamée, participe à la formation des nouveaux arrivants et leur enseigne les règles de sécurité élémentaires: ne jamais pointer une

arme vers un autre adhérent même lorsqu'elle n'est pas chargée, surveiller que tous les tireurs portent un casque avant de faire feu... Comme les 127 autres membres du club, Charlie est un passionné et manie ses pistolets Glock 9mm et 22mm ainsi que son revolver 38 mm Manurhin avec la plus grande précaution. Le tir sportif lui est venu naturellement après avoir quitté l'armée, nous explique-t-il, soucieux de ne pas apparaître comme un fou de la gachette. Dans ce stand confiné dans les vestiges d'un ancien fort, il n'est pas question d'accepter des civils qui viendraient ici, par la seule motivation d'un sentiment d'insécurité ou de violence. Dans ce qui ressemble davantage à un repaire de trappeurs, «on vient pour l'aspect convivial, boire un café et parler avec les autres tireurs», précise le formateur. Comme lui, la Fédération française de tir (FFT) et son président, Philippe Crochart, réfutent un quelconque lien entre le climat post-attentat et l'augmentation du nombre d'adhérents: ils étaient 145.365 en 2011 et ont dépassé les 201.450 tireurs en 2015, soit une augmentation de 38%.



Pourtant, des Français inquiets et souhaitant s'armer, il en existe. Et ils sont nombreux, à en croire la relative popularité de l'Arpac, l'Association pour le rétablissement du port d'arme citoyen, rassemblant près de 15.000 personnes sur sa page Facebook. L'un de ses représentants se fait appeler Pierre Bourguignon. Il garantit: «Beaucoup de Français sont inquiets depuis le Bataclan et Nice. Leur revendication est plus assumée. Ces personnes ne souhaitent pas rivaliser avec la police mais ils ont conscience que ces dramatiques événements vont se répéter et ils ne se sentent pas assez protégés.» Édouard, l'administrateur de la page Facebook «Droit de porter des armes» depuis quatre ans, explique que, depuis les attentats de novembre 2015, le nombre de 'likes' a été multiplié par trois sur sa page, pour dépasser les 16.000. L'Arpac milite notamment pour faire reconnaître «le droit naturel à se défendre», et espère faire évoluer la législation vers l'autorisation du port de l'arme à

feu dans l'espace public, sous condition d'une formation théorique et d'une pratique égale à celle dont bénéficie la police (avec notamment une obligation de passage au centre de tir). Et Pierre Bourguignon d'évoquer l'assassinat de Charb. Le dessinateur de Charlie Hebdo, qui pratiquait le tir sportif, avait réclamé, sans succès, l'autorisation de porter une arme.

La société française serait-elle victime d'hoplophobie, cette peur irrationnelle des armes à feu? Pour l'Institut Mirabeau, un Think tank de chercheurs et juristes créé après le 13 novembre, et qui s'intéresse à l'utilisation des armes à feu par les citoyens et les forces de l'ordre, les Français doivent «se rééduquer aux armes à feu, se réapproprier cet élément qui appartient à leur histoire». Mais comme le concède volontiers Jean-Jacques Buigné, spécialiste du droit des armes et représentant l'Union française des amateurs d'armes, «l'univers des armes est assez fermé en France». Charlie, le formateur du stand de tir du Val d'Oise reconnaît également que «le tir de loisir est un milieu discret, ce qui entretient les fantasmes autour.» Pierre-Maxime Sarron, le président de l'Institut Mirabeau, pointe surtout le rôle de la Fédération: «la FFT suit l'idée du 'Vivons bien, vivons cachés'». À l'inverse, Édouard, l'administrateur de la page «Droit de porter des armes», justifie la discrétion des stands de tir par les récents contrôles de police effectués dans plusieurs d'entre eux, et déplore que les autorités fassent «un lien entre la pratique sportive et le terrorisme, alors qu'il n'y a aucun rapport».

Pour Pierre-Maxime Sarron, les attentats ont indéniablement eu un impact: «La FFT reste sur un triptyque tireur sportif/chasseur/collectionneur mais ne répond pas au citoyen lambda qui souhaite se défendre. Depuis l'attaque contre Charlie Hebdo et le 13 novembre, il y a une nouvelle sociologie dans ceux qui veulent savoir se servir d'une arme. Les stands sont saturés, pourtant, la Fédération ne propose toujours pas de cours de défense.» L'Institut Mirabeau procède donc depuis novembre 2015 à un intense travail de lobbying auprès des parlementaires français, espérant faire émerger un débat sur la place publique: «Les attentats, puis de récents événements comme ceux de Viry-Châtillon ont mis les autorités au pied du mur. Les pouvoirs publics vont devoir s'emparer de la question», ajoute Pierre-Maxime Sarron.

L'institut Mirabeau explique avoir eu des contacts

avec plusieurs des candidats à la primaire de la droite et du centre, citant, pêle-mêle, Nicolas Sarkozy, François Fillon, Jean-François Copé ou Alain Juppé. Un rendez-vous avec Emmanuel Macron est également évoqué pour le début du mois de décembre. Aucun candidat déclaré ou potentiel à la prochaine élection présidentielle n'a, toutefois, à ce stade, déclaré soutenir une évolution de la législation sur le port d'armes.

Interdiction de détenir une arme à feu

Actuellement, il est interdit pour un civil de détenir une arme à feu, sauf s'il possède un permis de chasse ou qu'il dispose d'une licence de la Fédération française de tir, renouvelable tous les 5 ans mais conditionnée par 6 mois d'ancienneté dans un stand de tir, une visite médicale suivie d'un accord de la préfecture qu'elle concède seulement après une enquête judiciaire. En revanche, un citoyen peut détenir une arme de catégorie D, telle qu'un poignard ou une matraque, ainsi qu'une arme d'épaule à canon lisse après enregistrement à la préfecture.

LE FIGARO · fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) « Le nombre de familles à la rue a explosé »

Recueilli par Nathalie BIRCHEM

La Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars) alerte les pouvoirs publics sur le nombre de familles à la rue en ce début d'hiver. Selon Florent Guegen, délégué général, sur une seule journée, 590 personnes en famille n'ont pu obtenir d'hébergement en appelant le 115 à Paris, 193 à Lille, 44 à Toulouse...



Maraude du Samu Social à Nîmes. / Gilles Lefrancq/Ciric

Dans un communiqué publié le 14 novembre, la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars), qui regroupe plus de 800 associations et la plupart des associations gestionnaires de 115, lance une nouvelle alerte aux pouvoirs publics sur la situation des familles à la rue. Qu'est-ce qui vous alarme ?

Florent Guegen : Il apparaît très clairement qu'à la veille des grands froids, il y a plusieurs territoires extrêmement tendus sur lesquels nous n'avons pas de capacité d'hébergement suffisante pour répondre à la demande et que l'on connaît un pic de situation de familles à la rue.

La Fnars gère un observatoire national du 115 (NDLR : le numéro à appeler pour trouver un hébergement d'urgence), qui nous permet de savoir combien de personnes appellent le 115 et combien de situations restent sans réponses, laissant de facto des personnes à la rue. Notre dernière enquête flash, qui porte sur la journée du 7 novembre, montre que le nombre de familles, c'est-à-dire avec au moins un parent et un enfant, à la rue a explosé dans de nombreuses villes et départements.

À Paris, la situation est particulièrement préoccupante : 590 personnes en familles ont sollicité ce jour-là le 115 sans obtenir de places d'hébergement. C'est considérable, puisque si on compare à octobre 2015, c'est peu ou prou le double. Le Samu social a d'ailleurs lancé une alerte sur le sujet la semaine dernière.

Cette crise de l'hébergement touche aussi d'autres villes. Sur Lille, 193 personnes en familles ont sollicité le 115 le 7 novembre et n'ont pas trouvé de solution d'hébergement. À Toulouse, c'était 44. En Seine-Saint-Denis, 162 mineurs en famille n'ont pas pu être hébergés, dont une trentaine d'enfants de moins de 3 ans. À Grenoble aussi, la situation est particulièrement tendue.

Comment expliquer cette situation ?

F. G. : Il y a eu des efforts de fait en matière de création de places mais ce n'est pas suffisant. L'an dernier (1), l'État en a ouvert 8 000 supplémentaires pendant la période hivernale. Mais il n'en a pérennisé que 2 300.

Nous contestons cette politique qui consiste à ouvrir des places le 1er novembre et à la fermer à partir du 31 mars. Les gens se retrouvent à la rue. Or, je rappelle que, paradoxalement, ce n'est pas l'hiver que le 115 a le plus de souci. Alors qu'en moyenne sur l'année, une personne sur deux n'a pas de solution en appelant le 115, en été, c'est 70 %. Cette gestion saisonnière, extrêmement maltraitante pour les personnes, est une des raisons qui explique qu'on n'arrive pas à sortir de la grande exclusion.

Par ailleurs, même concernant les places hivernales, on a le sentiment que l'État s'y prend au dernier moment. Comme chaque année, on attend les diminutions de température pour trouver des solutions. Or, nous sommes à la mi-novembre, le danger est déjà là puisqu'on m'a signalé un premier décès dû au froid la semaine dernière à Paris. En région parisienne, le préfet d'Île-de-France a annoncé la création de 2 500 places temporaires mais pour l'instant on ne les a pas. Et ce constat vaut pour d'autres départements. Il faudrait s'y prendre dès septembre pour localiser des adresses.

L'accueil des migrants aggrave-il vraiment la situation ?

F. G. : Parmi les appelants au 115, on estime qu'il y a à peu près 40 % d'extracommunautaires. C'est vrai que ces derniers mois, l'État a été accaparé par la recherche de places pour mettre à l'abri les migrants évacués de Calais et de Paris. Cela a pu compliquer la recherche de places hivernales.

Mais nous sommes de toute façon dans un contexte d'ultrapénurie. C'est pour cette raison qu'il faut créer des places pour tout le monde et éviter qu'il y ait des filières d'accueil différentes qui peuvent créer une impression de coupe-file pour certains. Le débat ne doit pas être la concurrence entre les publics. Il faut au contraire mieux coordonner le 115 et les Centres d'accueil et d'orientation (CAO) pour mieux mobiliser les places disponibles.

Recueilli par Nathalie BIRCHEM

V) Macron en route pour l'élection présidentielle 2017

Par Agence Reuters

L'ancien ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, officialisera mercredi sa candidature à l'élection présidentielle de 2017, une décision qui perturbe la primaire de la droite et coupe l'herbe sous les pieds de François Hollande et Manuel Valls.

PARIS (Reuters) - L'ancien ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, officialisera mercredi sa candidature à l'élection présidentielle de 2017, une décision qui perturbe la primaire de la droite et coupe l'herbe sous les pieds de François Hollande et Manuel Valls.

"Il a pris sa décision. Elle était prise depuis longtemps. Il l'annoncera demain", a déclaré à Reuters un de ses proches.

Emmanuel Macron fera une déclaration à la presse à 10h30 lors d'une visite à un centre d'apprentissage de Bobigny (Seine-Saint-Denis), près de Paris, précise son entourage.

Nombre des soutiens de l'ancien banquier de 38 ans le pressaient de se déclarer. A trop attendre, estimaient-ils, il risquait de décevoir les attentes d'une partie de ceux que son discours en faveur d'un renouvellement de la politique séduit.

Selon un de ses proches, Emmanuel Macron sait qu'il sera candidat depuis la création de son mouvement "En Marche !" en avril, bien avant sa démission du gouvernement, fin août.

"Il était conscient depuis un an que le président de la République ne serait pas en état de se présenter" avec la moindre chance de succès, explique ce soutien de l'ex-ministre.

Emmanuel Macron, qui se veut l'artisan d'un "rassemblement de progressistes" le plus large possible, a bâti les conditions de sa candidature à marche forcée.

"En Marche !", qui revendique aujourd'hui plus de 96.000 adhérents, s'est doté d'une structure nationale et territoriale, avec un secrétaire général, le député PS Richard Ferrand, des référents départementaux et plus de 1.800 comités

locaux.

L'ancien ministre a également commencé à dessiner un projet présidentiel, fruit de la collecte sur le terrain de milliers de témoignages. Il a lui-même multiplié déplacements et rencontres et devrait faire la synthèse de ses propositions lors d'un grand meeting, le 10 décembre, probablement à Paris.

PRÉFÉRÉ À VALLS

François Hollande, qui a lancé Emmanuel Macron en le choisissant comme conseiller à l'Elysée et se retrouve avec un rival inattendu face à lui s'il décide de se représenter, a refusé mardi de commenter une "possible annonce".

Mais si la gauche "n'est pas rassemblée, elle ne pourra pas être au rendez-vous", a-t-il ajouté lors d'un entretien à TV5Monde, France 24 et RFI en marge du sommet sur le climat de Marrakech, lançant un appel au "rassemblement".

Selon les sondages, Emmanuel Macron et, dans une moindre mesure, le Premier ministre Manuel Valls, qui ne cache pas se préparer, feraient de meilleurs présidents que le chef de l'Etat sortant aux yeux de nombreux Français.

Ils devancent les anciens ministres socialistes Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, avec un avantage à Emmanuel Macron préféré par 56% des Français à Manuel Valls dans un récent sondage Odoxa pour France Info, pour affronter la droite et le Front national en cas de renoncement de François Hollande.

En matière d'intentions de vote, aucun des deux n'est cependant donné qualifié au second tour de la présidentielle, pas plus d'ailleurs que les autres candidats de gauche, Jean-Luc Mélenchon, champion de la "France insoumise", compris.

A ce jour, Emmanuel Macron est au mieux crédité d'environ 14% des suffrages au premier tour de la présidentielle.

JUPPE IRONISE

Avant même d'être officialisée, sa candidature n'en a pas moins suscité mardi soir une avalanche de réactions, notamment à droite, à cinq jours de sa primaire présidentielle.

"Voilà avec Emmanuel Macron quelqu'un qui a totalement cautionné la politique économique menée depuis 2012, à commencer par la hausse

massive des impôts", a déclaré Alain Juppé dans une interview à paraître mercredi dans Les Echos.

"Il se présente aujourd'hui comme le chevalier blanc totalement nouveau. Il faut se méfier des gens qui font le contraire de ce qu'ils disent et disent le contraire de ce qu'ils font", a-t-il ajouté.

Le député Benoist Apparu (Les Républicains), soutien du maire de Bordeaux, a abondé dans le même sens, ironisant sur la volonté d'Emmanuel Macron de se présenter comme un homme neuf.

"Et la première chose qu'il fait c'est une démarche purement politicienne, de calcul électoral en se disant 'je vais essayer de fausser (...) le résultat de la primaire de la droite et du centre'", a-t-il dit sur BFM TV.

Le député PS Yann Galut a pour sa part estimé qu'Emmanuel Macron avait accéléré son calendrier "parce que l'impression générale c'est que sa candidature ne prend pas sur le terrain."

"Il se met hors parti. C'est peut-être une carte à jouer pour lui mais je crois que ça va faire long feu", a-t-il ajouté.

Quant à la présidente du Front national, Marine Le Pen, que les sondages donnent systématiquement qualifiée pour le second tour de la présidentielle, elle a affiché une relative sérénité.

"Nous ne voyons pas d'inconvénient à ce qu'il soit candidat", a-t-elle dit à la presse. "L'élection présidentielle, c'est la rencontre entre une personnalité et le peuple. Reste à savoir maintenant si M. Macron va réussir à trouver le peuple."

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Le Medef veut faire de la formation un enjeu de la présidentielle

Par Jean-Christophe Chanut



Pierre Gattaz, le président du Medef, souhaite que les enjeux éducatifs soient au cœur de la campagne présidentielle. Son objectif: à l'horizon de 10 ans que "100% des élèves soient citoyens et employables". (Crédits : © Robert Pratta / Reuters)

Le Medef commence à distiller ses revendications dans le cadre de la campagne pour la présidentielle. Il veut ainsi totalement repenser le système éducatif français pour développer l'employabilité.



Jean-Christophe Chanut
@jcchanut

C'est une habitude au Medef : profiter de la période de la campagne présidentielle pour tenter de peser sur les débats et de mettre les revendications patronales au cœur des priorités. L'élection du printemps 2017 n'échappe pas à la règle. De fait, le président du Medef, Pierre Gattaz a commencé à distiller ses recommandations. Mais alors qu'on attendait l'organisation patronale sur ses traditionnelles revendications touchant à la compétitivité des entreprises et au besoin de flexibiliser davantage le marché du travail, c'est finalement aux questions concernant l'éducation et la formation que le Medef a accordé sa priorité. Pourquoi ? « car la situation française se détériore en termes éducatifs » a expliqué Pierre Gattaz devant la

presse... ce qui « obère l'employabilité ». Et le Medef de regretter que 25% des élèves entrant au collège ne maîtrisent pas les fondamentaux (lire, écrire compter) et qu'il y ait 100.000 « décrocheurs » par an dans le système éducatif.

Résultat, le Medef constate que 25% des 15/29 ans ne sont ni en situation d'emploi ni en formation.

Alors, l'organisation avance son objectif pour corriger cet état de fait. Elle souhaite qu'à l'horizon de 10 ans « 100% des élèves soient citoyens et employables à la fin de leur scolarité et tout au long de leur vie ».

Plus d'autonomie pour les établissements scolaires

Le Medef a son plan pour parvenir à cet objectif. D'abord, à l'instar de beaucoup de spécialistes de l'éducation, elle considère que « tout se joue dès primaire ». Les élèves quittant le CM2 devraient, à l'avenir, absolument maîtriser les fondamentaux, avoir un début de culture « du digital » et posséder des notions d'anglais. Pour ce faire, le Medef prône une plus grande autonomie pour les écoles et le droit pour elles d'apporter des innovations qu'elles soient pédagogiques, organisationnelles, techniques...

Un plus grande autonomie que le Medef réclame aussi pour les collèges et les lycées où les élèves devraient avoir la possibilité d'échanger davantage avec la société civile (entreprises, artistes, chercheurs, etc. Il faudrait également une plus grande ouverture à l'international.

Donner une information réelle sur les débouchés possibles

Toute l'information sur les trajectoires et les parcours possibles devrait également être repensée. Avec une information réelle sur les débouchés (nombre d'emplois, qualité des emplois, évolution dans le temps) dans tel ou tel secteur ciblé. Il conviendrait aussi d'afficher la qualité et la performance des organismes de formation, notamment en matière d'accès à l'emploi. Le Medef plaide aussi pour le développement de passerelles à tous les étages entre les formations professionnelles mais aussi entre les formations professionnelles et générales, à l'instar de ce qui existe en Suisse.

Enfin, bien entendu, l'organisation patronale milite pour que le monde de l'entreprise soit le principal acteur dans l'enseignement professionnel. Ainsi, les référentiels de métiers devraient être rédigés sous la responsabilité des branches professionnelles et les ouvertures des formations devraient être définies par ces mêmes branches. Dans le même ordre d'idée, il devrait y avoir une liberté totale d'ouverture et de fermeture des centres de formation professionnelle quand le financement est intégralement privé. Et, vieille revendication, le droit de l'apprentissage devrait être aligné sur le droit commun du travail... y compris en matière de rupture du contrat.

Du grand classique donc de la part de l'organisation patronale qui espère que ces enjeux éducatifs seront au cœur de la campagne Pour Pierre Gattaz, cet objectif de « 100% de jeunes, citoyens et employables » permet de fixer un cap au pays. Car c'est ce qu'il reproche aux actuels candidats à la primaire de la droite. Si le président du Medef adhère à leurs propositions en faveur des entreprises, il leur reproche, à tous, cet absence de cap.

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue...

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

LAPRESSEENREVUE.EU

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !

Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com